

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

2024-006

PRESTATIONS INTELLECTUELLES LIÉES AUX
TRAVAUX DE DÉSAMANTAGE

**Lot n°2. Les contrôles visuels à la charge du
Donneur d'Ordre lors d'une opération de retrait de
Matériaux et Produits Contenant de l'Amiante
(MPCA)**

Marché public de fourniture à procédure
formalisée, passé en application des articles
L.2124-1, R.2124-1, L.2124-2, R.2124-2 1° et
l'article L.2125-1 1° du Code de la Commande
Publique.

Sommaire

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GÉNÉRALES	3
1.1 Contexte	3
1.2 Objet du marché	3
1.3 Lieux d'exécution des prestations	3
1.4 Documents mis à disposition du titulaire	3
1.5 Obligations	3
1.5.1 Obligations de l'opérateur de repérage	3
1.5.2 Obligations du maître d'ouvrage	4
1.6 Compétences du technicien effectuant le contrôle visuel	4
1.7 Assurance	4
1.8 Responsabilité	4
1.9 Planning d'intervention	5
Article 2. DESCRIPTION DE LA MISSION	5
2.1 Première étape	5
2.2 Seconde étape.....	6
2.3 Phasage des interventions	7
2.4 Mémoire technique	8

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE- DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Contexte

L'Université Paris Nanterre s'est établi sur un campus de près de 30 Ha. 33 000 étudiants viennent étudier sur le campus de Nanterre. La construction du campus s'échelonne à partir de 1963. Il comprend 24 bâtiments construits à différentes périodes de 1964 à 2018.

L'IUT de Ville d'Avray a été construit de 1800 à 2010. Il est composé de 8 bâtiments.

Les bâtiments du campus sont en partie construits avec des Matériaux Contenant de l'Amiante. Ils contiennent notamment des sols amiantés, des conduites fibro-ciment et des enrobés amiantés.

Afin de répondre aux exigences réglementaires en vigueur (cf R4412-97 du Code du Travail), l'université de Paris Nanterre, en qualité de donneur d'ordre, doit faire réaliser des repérages préalablement à des opérations d'entretien ou de désamiantage.

L'opérateur de repérage (désigné dans ce marché comme le titulaire), devra en ce sens concevoir et fournir des rapports de repérage amiante avant travaux.

1.2 Objet du marché

La présente consultation a pour objet de confier au titulaire un marché à bons de commandes pour une mission de contrôle visuel après le désamiantage pour 4 ans. Le titulaire devra contrôler si l'entreprise de désamiantage a bien retiré les matériaux contenant de l'amiante dans un lieu donné.

1.3 Lieux d'exécution des prestations

Les lieux d'exécutions du présent marché sont le campus de Nanterre, le site de Ville d'Avray et le site de Saint-Cloud.

Les bâtiments des sites en question sont de nature et d'époques diverses.

1.4 Documents mis à disposition du titulaire

Le titulaire pourra consulter :

- Les documents concernant les opérations de désamiantage ;
- Les plans de l'université;
- Les DTA, RATU, DAT;
- Le marché de travaux ;
- Le plan de retrait des matériaux contenant de l'amiante et ses avenants;
- Les plans des surfaces à traiter.

1.5 Obligations

1.5.1 Obligations de l'opérateur de repérage

Les bâtiments et espaces concernés par le présent marché étant en exploitation, les activités du prestataire ne doivent pas perturber le bon fonctionnement du bâtiment et ses usagers. Si tel devait être le cas, les interventions seront programmées au préalable avec le maître d'ouvrage.

L'accès du titulaire aux bâtiments de l'Université dans le cadre de ses missions fera l'objet d'une information préalable au maître d'ouvrage.

Il devra respecter la norme NF X46-021

1.5.2 Obligations du maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage devra au contrôleur :

- Les modalités d'accès et de circulation ;
- La désignation d'un représentant auprès de l'opérateur de repérage ;
- Les documents d'informations dont il dispose à la date du démarrage de la mission, nécessaires à son bon déroulement notamment les DTA réalisés à ce jour (transmis lors de la notification du titulaire);
- La mise à disposition des moyens d'accès et toutes les autorisations nécessaires pour pénétrer dans l'ensemble des locaux ;
- L'arrêt ou faire arrêter les installations techniques ;
- Le programme précis des travaux envisagés.

1.6 Compétences du technicien effectuant le contrôle visuel

Afin de mener à bien sa mission, le titulaire doit au minimum faire preuve des compétences dans les domaines suivants :

- **En repérage de Matériaux contenant de l'Amiante**

Ces compétences pourront éventuellement faire l'objet d'un groupement mais seront exercées sous l'entière responsabilité du titulaire du présent marché (en groupement solidaire). Le titulaire a l'obligation de s'entourer des compétences nécessaires au bon déroulement de sa mission.

- **Le titulaire devra être obligatoirement certifié pour exercer sa mission de repérage.**

Le titulaire fournira l'ensemble des documents exigés par les lois et règlements (agréments...) s'appliquant à l'ensemble de sa mission.

1.7 Assurance

Le technicien de contrôle déclare être titulaire d'une police d'assurance de Responsabilité la garantissant pour les risques civils et professionnels dans l'exercice de sa mission.

L'opérateur de repérage aura souscrit une assurance dont le montant de la garantie ne peut être inférieur à 300 000 euros par sinistre et 500 000 euros par année d'assurance, conformément à l'article

R. 271-2 du Code de la Santé Publique.

L'opérateur de repérage joindra obligatoirement à son offre son attestation d'assurance. L'opérateur de repérage déclare être à jour du paiement de ses primes.

L'opérateur de repérage s'engage à payer les primes relatives à cette police d'assurance en temps utile, à n'en pas modifier la teneur, sauf accord préalable du maître d'ouvrage et à en justifier à ce dernier, à tout moment, sur simple demande de sa part.

1.8 Responsabilité

L'opérateur de repérage mettra en œuvre les moyens nécessaires à la bonne exécution de la mission qui lui sera confiée.

L'opérateur de repérage est responsable de la qualification du technicien de la construction certifiée qu'il affecte à l'opération, ainsi que des fautes professionnelles que ce personnel pourrait être amené à commettre dans l'exercice de ses fonctions.

Toutefois, une liste de techniciens avec leur CV faisant apparaître notamment leur expérience de mission équivalente et prouvant qu'ils sont réellement Techniciens de la Construction, tel qu'exigé par le Code de la Santé Publique sera jointe à l'offre ainsi qu'un PV d'examen visuel permettant de vérifier l'état des surfaces traitées.

Il découle de ce qui précède que le technicien de repérage assumera les responsabilités professionnelles relatives aux dites fonctions dans la mesure de ses fautes professionnelles ou de sa carence sans aucune solidarité ni obligation in solidum. De ce fait, le contrat crée à la charge de l'opérateur de repérage, une obligation de moyens.

La responsabilité de l'opérateur de repérage est limitée aux dommages matériels directs.

1.9 Planning d'intervention

Ce marché est conditionné par le désamiantage préalable des locaux et espaces extérieurs.

Le maître d'ouvrage veillera à informer le titulaire de la date du désamiantage un mois avant les travaux.

Le titulaire du marché s'engage à être présent à la fin de chaque opération de désamiantage.

Article 2. DESCRIPTION DE LA MISSION

Conformément à la norme NFX 46-021 l'examen visuel s'effectuera en 2 étapes :

2.1 Première étape

Elle a lieu avant la dépose du confinement ;

Cette visite a pour but de déceler la présence de résidus. Le technicien portera l'ensemble des protections nécessaires. Le technicien sera accompagné par l'entreprise qui aura réalisé le désamiantage.

A l'issue de cette visite, le technicien remettra à l'entreprise un PV de visite contenant:

- L'identification de la zone de retrait
- La date et l'heure de l'examen
- Les conclusions incluant les remarques de non-conformités
- Les commentaires sur les remarques

Rendu au maître d'ouvrage

Le constat de la première étape du contrôle visuel :

- Les informations générales, et notamment :
- Identification du chantier et de la zone de retrait examinée ;
- Identification et coordonnées des intervenants :
- Donneur d'ordre
- Propriétaire si différent du donneur d'ordre ;
- Maître d'œuvre ;
- Entreprise de travaux de retrait de MPCA ;

- Opérateur d'examen visuel avec attestations de compétence et d'assurance ;
- Nom et qualité des personnes présentes lors de l'opération d'examen visuel ;
- Dates des opérations d'examen visuel ;
- Un schéma situant les secteurs examinés ;
- La ou les fiches de constat d'état des surfaces traitées du ou des secteurs examinés ;
- Le procès-verbal de visite ;
- Conclusion (conforme avec ou sans remarques, non conforme).

Pour rappel, le tableau des secteurs à contrôler en fonction des surfaces des locaux :

Surface au sol de la zone de retrait	Nombre de secteurs amiantés traités faisant l'objet d'un examen détaillé
0 à 100 m ²	la totalité
101 à 250 m ²	2 secteurs de 50 m ²
251 à 500 m ²	3 secteurs de 50 m ²
501 à 1 000 m ²	4 secteurs de 50 m ²

2.2 Seconde étape

Elle a lieu après la dépose du confinement.

Le technicien effectuera un contrôle immédiatement après la libération de la zone de retrait et la dépose du confinement, en accès libre en présence du représentant de l'entreprise. Il réalisera :

- Un PV de visite ;
- La ou les fiches de constat d'état des surfaces traitées du ou des secteurs examinés.

Rendu au maître d'ouvrage :

1. La fiche de constat

La fiche de constat d'état des surfaces traitées est établie par zone de retrait et pour chacun des secteurs ayant fait l'objet d'un examen visuel détaillé.

Cette fiche comprendra au minimum les éléments suivants :

- Identification de la zone de retrait des MPCA et du (des) secteur(s) avec référence au plan ou schéma ;
- Liste des éléments constructifs homogènes identifiés dans le secteur concerné ;
- Classe des surfaces traitées de chacun des éléments constructifs homogènes ;
- Constat de conformités (1, 2 ou 3) de chacun des éléments constructifs homogènes ;
- Résultat (Conforme, Non conforme ou Remarque) du secteur ;
- Date de l'opération.

2. Le rapport final de l'examen visuel

Un rapport de l'examen visuel pour intégration au Dossier Technique Amiante.

Il contient :

- Pour les informations générales, au minimum :
 - o Identification et adresse complète du chantier et de la zone de retrait examinée ;

- Identification et coordonnées des intervenants :
 - o Propriétaire ;
 - o Donneur d'ordre (s'il n'est pas le propriétaire) ;
 - o Maître d'œuvre ;
 - o Entreprise de travaux de retrait de MPCA ;
 - o Opérateur d'examen visuel avec attestations de compétence et d'assurance ;
 - o Nom et qualité des personnes présentes lors de l'examen visuel ;
 - o Date de l'examen visuel ;
 - o Référence(s) du (des) constat(s) effectué(s) lors de la première étape de l'examen visuel ;
 - o Validation du traitement des remarques émises lors de la première étape de l'examen visuel ;
- Signalement des désordres flagrants constatés après la dépose du confinement et qui n'ont pas été détectés auparavant.

Exemple présence de résidus de MPCA oubliés tels que fragments ou débris de flochage;

- Conclusion générale (voir ci-dessous) ;
-
- Mention stipulant que ce document entraîne systématiquement la mise à jour du DTA et le cas échéant du dossier technique.

3. La conclusion de l'examen général de l'examen visuel

La conclusion de l'examen visuel est l'élément-clé du rapport de l'examen visuel des surfaces traitées après travaux de désamiantage et doit comporter les mentions ou informations suivantes :

- « Le présent examen visuel, objet du présent rapport, a été réalisé conformément à la norme AFNOR NF X 46-021 » ;
- Rappel du périmètre de la zone de retrait, objet du présent rapport (éléments précisant la localisation de la zone de retrait et des surfaces traitées examinées) ;

L'une ou l'autre mention suivante :

- « Le résultat de l'examen visuel est déclaré Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 » ;
- « Le résultat de l'examen visuel est déclaré Non Conforme selon les critères et la méthodologie définis dans la norme AFNOR NF X 46-021 » ;
- Une clause systématique concernant les signalements des matériaux ou produits susceptibles de contenir de l'amiante et subsistant sur le support traité ou en ses limites et qui n'entrent pas dans le cadre de la mission ou du marché de travaux. Cette clause est à compléter par la mention "néant" si nécessaire.

2.3 Phasage des interventions

A l'issue de la demande de devis, le titulaire adresse son devis au Maître d'Ouvrage conformément au BPU au plus tard sous 2 jours ouvrés à réception de la demande devis.

Dans le cas où le Maître d'Ouvrage décide de donner suite à un devis, celui-ci fera l'objet d'un bon de commande.

Après établissement du bon de commande par le Maitre d'Ouvrage, le titulaire intervient au plus tard dans les 2 jours après la fin des travaux de désamiantage (1er examen visuel)

Le rapport devra être transmis au Maitre d'Ouvrage dans les 2 jours à compter de l'examen visuel.

Le titulaire intervient au plus tard dans les 2 jours après la dépose complète du confinement (2nd examen visuel)

Le rapport devra être transmis au Maitre d'Ouvrage dans les 2 jours à compter de l'examen visuel.

2.4 Mémoire technique

Le titulaire fournira dans son mémoire technique sa trame de rapport de visite suite au contrôle visuel.